

# LA VÉRITÉ

## ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

### La théorie du "social-fascisme" mène au désastre en Allemagne!

Le Parti continue à ne pas accorder à la situation présente de l'Allemagne toute l'importance qu'elle mérite. La montée considérable des fascistes, la prétention des hitlériens de s'emparer du pouvoir n'inquiètent pas les sphères dirigeantes de l'I.C. Pourtant, nul n'ignore les conséquences catastrophiques que pareil événement entraînerait, non seulement en Allemagne où les organisations prolétariennes seraient systématiquement détruites, mais dans le monde entier où s'étendrait une vague de réaction et, surtout, la menace directe qui serait suspendue sur l'Etat prolétarien. L'I.C. ne l'ignore pas; mais, prisonnière de ses théories monstrueuses sur le « socialisme dans un seul pays » et sur le « social-fascisme », elle ne réagit pas, n'attire pas l'attention du prolétariat mondial et ne rassemble pas le prolétariat allemand pour mener une lutte décidée contre les fascistes.

Thaelman, disgracié après le plébiscite « rouge », au profit de Neuman, revient sur l'eau et définit la politique du P.C. allemand dans la situation présente dans un long article reproduit ou commenté dans toute la presse officielle des P.C. Le passage essentiel consiste dans la définition de l'attitude du P.C. allemand vis-à-vis du fascisme et de la social-démocratie. La solution du problème est, dit-il, la suivante: Allemagne près de 20 millions de prolétaires industriels, concentrés sur les points stratégiques du pays; sur ce nombre, 14 millions votent pour les socialistes et les communistes; les 6 millions de prolétaires ont une conscience de classe plus ou moins développée — c'est pourquoi la social-démocratie est encore si forte — mais chacun d'eux est un adversaire du fascisme, chacun d'eux est prêt à s'opposer aux fascistes par les armes. Mais les ouvriers social-démocrates sont encore attachés à leurs organisations et à leurs chefs qui, eux, craignent la lutte car, le mouvement ouvrier étant une fois lancé, ils ne se sentent pas sûrs de pouvoir le maintenir dans le cadre du régime bourgeois. La politique du P.C. allemand doit

viser à aider les ouvriers qui suivent les réformistes à comprendre le rôle joué par leurs dirigeants; pour cela, le P.C. devrait les mettre au pied du mur par des propositions concrètes de front unique contre le danger fasciste, adressées aux organisations réformistes. Est-ce en cela que consiste la politique du P.C. allemand? Nullement. Des ouvriers communistes du rang, des militants responsables s'en inquiètent-ils? Alors Thaelman les critique avec violence et leur reproche que « les frères nationaux-socialistes les empêchent de voir la forêt social-démocrate ». De cette manière, Thaelman se place, comme les socialistes, sur le terrain du « moindre mal », comme le Parti s'était déjà placé lors du plébiscite, mais en prenant les fascistes comme « moindre mal ».

Une telle façon de poser les problèmes est complètement fautive. Il n'y a pas de mal moindre ou plus grand. La bourgeoisie se sert, selon les circonstances, de divers agents comme le fascisme ou la social-démocratie. Celui-ci a pour attribut la trigue; celle-là le chloroforme. On ne doit pas combattre l'une et l'autre de la même façon. Les ouvriers qui suivent encore nombre de la social-démocratie veulent combattre le fascisme, mais, non seulement ils ne sentent pas le chloroforme que répandent leurs chefs, ils croient encore que ceux-ci veulent mener une lutte décisive contre le fascisme. La seule des deux attitudes qui, en proposant une organisation réformatrice, base et chefs qui, aujourd'hui, ne sont pas encore très dissociés; une lutte commune, énergique contre le fascisme, de montrer aux ouvriers réformistes le véritable rôle de saboteurs, de traitres joué par leurs chefs et d'arriver ainsi à dissocier les ouvriers des chefs au cours de la lutte contre le fascisme, grâce à l'expérience de cette lutte.

Cette politique véritable de front unique est la négation de la théorie sur le « social-fascisme ». Celle-ci qui a produit des fruits désastreux un peu partout peut entraîner en Allemagne les suites les plus funestes; elle met en jeu le sort de la Révolution mondiale. Les membres du P.C. français portent de lourdes responsabilités dans la question de la révolution allemande. Ils ont pour devoir de lui apporter non seulement tout leur appui pour empêcher la bourgeoisie française d'aider le capitalisme allemand à écraser le prolétariat, mais aussi de prendre part au chapitre et de dire quelle politique générale doit suivre le P.C. allemand. D'ailleurs, la révision des théories fausses s'impose autant pour le P.C. français que pour le P.C. allemand. C'est même dans la mesure où le P.C. français saura, en liquidant le « social-fascisme », pratiquer une politique qui le liera aux larges masses qu'il pourra apporter une aide effective et non des phrases au prolétariat allemand.

Un congrès du Parti doit bientôt avoir lieu. La question allemande doit se trouver à l'ordre du jour; la diversion des bureaucrates contre le « trotskysme » ne doit pas effrayer les membres du Parti. Ce qui est en cause, c'est le sort de la Révolution; aucune menace d'exclusion, aucune exclusion même n'empêchera un révolutionnaire de s'exprimer, de tout tenter pour contribuer à la victoire de la révolution.

### Notre campagne sur l'Allemagne

Pour les Travailleurs de PUTEAUX-SURESNES !  
**Réunion Publique**  
le Samedi 16 Janvier  
A 20 HEURES 30  
CAFÉ PIERROT, 32, rue du Château  
A PUTEAUX

### Où en est la préparation du Congrès du Parti ?

Nous approchons du Congrès du Parti; on ne s'en aperçoit guère. Ni thèses ni rapports ne sont encore présentés; on ignore même l'ordre du jour. On comprend bien que la direction est embarrassée pour présenter le bilan de la période qui nous sépare du Congrès de Saint-Denis: au passif, des échecs nombreux; à l'actif, on ne trouve pas grand-chose à mettre. La direction se trouve cependant dans la nécessité de tenir un congrès; il faut revigorer un tant soit peu le Parti à la veille de la campagne électorale qui suscite déjà de l'intérêt. Quant aux questions capitales comme la Révolution allemande, le développement de l'U.R.S.S., les phrases passe-partout serviront.

La résolution sur le Groupe, comme d'ailleurs le rapport, de Marty, contiennent des choses extraordinaires. Nous n'insistons pas sur l'accusation contre le Groupe d'avoir eu la main sur le B.P., le C.C., la Région parisienne... et la caisse. On ne nous traitera plus de calomniateurs — espérons-le, du moins — quand nous dirons qu'il n'y a pas de parti de l'appareil qui est dans la ligne pour des raisons qui n'ont rien de commun avec le développement révolutionnaire. Mais ce qui est surtout formidable, c'est l'incohérence du raisonnement politique qu'on attribue au Groupe: pour ses membres, la crise était en retard en France; au lieu de conclure logiquement qu'il fallait des mois d'ordre appropriés à la situation existante, le Groupe aurait adopté une politique ultra-gauchiste, parce que le seul danger possible était le « danger de droite ». On ne peut mieux se moquer du Parti. Les membres du Parti n'ont qu'à relire les thèses de Saint-Denis et du X<sup>e</sup> Plenum de l'I.C. Ils verront qu'il est question d'une crise déjà existante, d'une radicalisation des masses, d'un nouvel essor révolutionnaire, d'où se déduisait logiquement la politique suivie. Malheureusement, la situation réelle ne correspondait pas aux affirmations et la politique ultra-gauchiste, contresignée aussi bien par Barbé-Celor que par Thorez-Fruchon, a été néfaste pour le Parti. L'incohérence attribuée au Groupe montre une fois de plus qu'il s'agit, en dénonçant le Groupe, d'une manœuvre destinée à tromper le Parti, à l'empêcher de voir la cause réelle de sa situation.

Sur les problèmes d'organisation, nous entendons une fois de plus les sempiternels clichés: « Sans cellules d'entreprise, il n'y a pas de bon P.C. »; il faut constituer des fractions qui fonctionnent; il faut faire une vaste campagne de recrutement ». Depuis 1925, on ne compte plus combien de fois ces choses ont été dites et redites. Mais, faute de politique juste, on n'a pas su résoudre convenablement les problèmes d'organisation. Nous nous rappelons un temps où dire quelque chose de restrictif sur les cellules d'usine était dénoncé comme opportuniste vulgaire par ceux mêmes qui se réfugiaient dans des cellules de rue ou des cellules locales. Recommencer à bâtir des cellules d'entreprise, de véritables pas des cellules d'usine ne comprenant que des rattachés, est malaisé. Il faut avant tout donner des tâches précises aux cellules, ne pas leur demander ce qu'elles ne peuvent pas faire; nous ne pouvons nous étendre sur cette question, mais disons que, dans la situation présente, avec les effectifs du P.C. français, les cellules d'usine devraient être des organismes de travail, mais non des organismes politiques où s'élabore la ligne du Parti. Tant que le Parti n'aura pas défini une politique juste, il ne sera pas capable de sortir de sa situation d'organisation présente.

Mais où en est donc, depuis que fut décidé le tournant, la discussion dans le Parti? La résolution du C.C. ne cache nullement les intentions des bureaucrates: «...les directions du Parti, sous la direction et l'impulsion du C.C. et de son B.P., doivent élargir et approfondir la discussion, en l'orientant vers une meilleure compréhension et une application juste de la ligne politique du Parti. La discussion ne peut signifier à aucun moment la révision de la ligne du Parti ».

C'est clair; il est permis de discuter, non pour donner un avis politique si timide soit-il, mais pour approuver la direction et sa « juste ligne politique ». Tout ce que la bureaucratie a voulu tirer du tournant, c'est un regain de crédit pour elle; et, se croyant à nouveau assez forte, elle veut désormais imposer le silence. Il est à constater que, depuis les quelques semaines où la direction a freiné le tournant, les correspondances sont beaucoup moins nombreuses; de moins en moins nombreux sont ceux qui ont confiance dans la politique suivie au point de l'affirmer. Nous assistons aussi à un autre phénomène: en province, où les directives sont appliquées souvent avec du retard, dans bien des endroits, à ouvrir les bouches pour s'exprimer sans détour, au moment précis où la direction veut étouffer brutalement la discussion.

Des résultats appréciables, bien que encore très faibles, ont été obtenus par nous. Pour ne rappeler que ceux connus: de nouvelles liaisons dans la région parisienne; la résolution des cinq instituteurs du Finistère, membres du Parti; se prononçant pour la réintégration de l'opposition; dans l'Est, des membres du Parti se prononçant pour la réintégration de nos camarades; à Montigny-en-Gohelle, la base du Parti ayant repris nos camarades dans la région.

Maintenant, le tournant est donné pour l'appareil, qui songe à le réaliser, qui, dans l'appareil même, ne comprend pas ce qu'il faut faire et fait taper sur les doigts. Ainsi, c'est Calas, désigné pour diriger, avec Bonte, la région du Nord lors du tournant, qui devient aujourd'hui un pale opportuniste. Pour fermer les bouches, pour imposer silence, tous ceux qui feront des critiques dépassant le cadre que peut tolérer la direction seront dénoncés comme des « trotskystes » même s'ils n'ont rien de commun avec la ligne défendue par l'opposition de gauche; les bureaucrates d'ici cherchent à imiter l'appareil du Parti bolchevik qui prépare la 17<sup>e</sup> Conférence du Parti de l'U.R.S.S. sous le signe de la lutte contre le « trotskysme ». Il lui faut donner des gages de servilité. Les exclusions ne manqueront pas; s'est ainsi qu'on « prépare » des congrès. Les calomnies les plus dégoûtantes seront lancées. Mais les staliniens en seront pour leurs frais. Depuis 1930, l'évolution de la situation économique et politique a approfondi les inquiétudes des membres du Parti; par deux fois, celui-ci a cherché dans un « tournant » une issue à la crise du Parti; en 1930, comme en 1931, la bureaucratie a encore pu conserver sa mainmise sur le Parti; mais cette année, la résistance s'est accrue. Très rapidement, la direction a mis fin avec brutalité au tournant, craignant de voir le « libéralisme pourri » se répandre en faveur de l'opposition de gauche. Elle obtiendra une unanimité de congrès; mais le lendemain, la crise du Parti continuera. La direction sera aculée à de nouveaux tournants, mais saccadés que les précédents. Sous la pression des événements nationaux et internationaux, les ouvriers du Parti réfléchiront davantage; de nouvelles couches du Parti s'orienteront vers l'opposition de gauche, dont les idées trouveront dans les faits leur justification éclatante. La bureaucratie pourra employer tous les moyens pour s'y opposer; elle ne réussira pas à nous détacher du Parti; elle ne pourra empêcher les points de vue de l'opposition de gauche — qu'elle a bannie du Parti — de s'exprimer dans le Parti avec plus de vigueur que jamais.

**CAMARADE,**  
Ce journal est le tien, assure sa publication;  
En souscrivant régulièrement; en lui trouvant des abonnés et des lecteurs;  
En adressant tes critiques;  
En y relatant la vie de tes organisations.  
Contribue ainsi au redressement du Parti!

### Infamies staliniennes !

Le mot d'ordre a été donné par Staline lui-même: Plus de libéralisme pourri! Aussi, dans la bureaucratie, s'est-on empressé de l'exécuter, tous les moyens étant estimés bons.

Nous avons déjà maintes fois porté à la connaissance des ouvriers révolutionnaires les traitements odieux infligés aux bolcheviks-léninistes au temps où subsistait encore ce « libéralisme pourri ». Nous apprenons que, dans les prisons bulgares, trompés par les calomnies staliniennes qu'ils ne pouvaient contrôler, des détenus ont agressé certains de nos camarades également emprisonnés. S'étant sérieusement défendus, nos camarades ont été mis au cachot et, par surcroît, les staliniens se sont adressés au procureur contre nos camarades. Dans une lettre à celui-ci, l'un d'eux, le camarade Gatchev, jadis condamné à la peine capitale, repousse l'intervention de la bourgeoisie dans nos différends de tendance. Nous reproduisons cette lettre en entier. Mais, dès maintenant, il faut stigmatiser ces procédés dans les luttes de tendance qui empoisonnent le mouvement ouvrier, ne servent pas à éclaircir les problèmes; mais permettent à la police de les exploiter.

Ici, en France, nous n'avons pas encore des actes de ce genre. Mais dans l'éditorial de « l'Internationale Communiste » du 31 décembre 1931 se trouvent les lignes suivantes, qui leur préparent la voie: « Elle (la police politique) utilise tous les groupements de droite et les groupements trotskystes de gauche, pour allumer le brandon de la lutte contre le P.C. au sein même des ouvriers ».

Une infamie de ce genre ne peut être tolérée. Qui prend la responsabilité de la lancer? Quels faits précis peut-il avancer? Aucun militant ne doit permettre l'emploi de ces armes empoisonnées.

Bien faible s'avère la portée des arguments des bureaucrates staliniens pour que certains d'entre eux soient obligés de faire usage de pareilles infamies. Non seulement les travailleurs du Parti ne se laisseront pas prendre aux diversions des dirigeants, mais ils chasseront de nos rangs ceux qui recourent à de telles calomnies.



### STALINE corrige l'histoire

Il nous faut revenir sur l'article de Staline dans « la Révolution prolétarienne », où le secrétaire général du P.C. russe s'est courroucé violemment contre « le libéralisme pourri » qui existe parmi les communistes envers le « trotskysme ».

Roarquist cette colère de Staline? Le « chef de la Révolution mondiale », proclamé comme tel par tous les bureaucrates qui ne refusent rien à leur maître, et acclamé dans toutes les assemblées officielles et par toute la presse stalinienne mondiale, doit-il craindre ce « trotskysme » écrasé et anéanti depuis longtemps? Et puis, qui sont ces « libéraux pourris » qui introduisent, sans le savoir, le poison « trotskyste » dans l'histoire du Parti russe?

Pendant ses loisirs, que lui laissent de temps en temps les affaires d'Etat Staline s'est mis à parcourir l'histoire de la Révolution, et du Parti russe. Quel ne fut pas son étonnement de voir que, dans presque toutes les éditions dirigées par les hommes les plus fidèles à sa personne, son rôle de chef du Parti russe, pendant les premières semaines de la Révolution de février (avant l'arrivée de Lénine en Russie), n'est pas présenté en des termes assez élogieux. Certains historiens disent par exemple, que Lénine, aussitôt après son arrivée à Pétersbourg, s'est vu obligé de changer radicalement l'orientation du Parti bolchevik dirigé jusque-là par Staline et Kamenév.





# Après le voyage de Reynaud en Indochine !

## ALLEMAGNE

### LES DERNIÈRES BÉTISES DE THAELMANN

La bourgeoisie se déplace sans discontinuer vers la droite. La bureaucratie est remplie de combinaisons visant au coup d'Etat. Les policiers de Severing se solidarisent avec un commandant qui avait fait arrêter un fonctionnaire ministériel qui avait crié : « Vive la République ! » Le rédacteur de la démocratie B. Z. est congédié sans délai sur un ordre de Grœner, pour opinion subversive.

Après avoir parlé d'une manière détaillée des précédents décrets-lois de Brüning, il est inutile de perdre de l'encre au sujet des plus récents. C'est toujours la même chose : nouvelles baisses impitoyables des salaires et des traitements, nouvelles restrictions des allocations, des « droits démocratiques » ; mais cette fois-ci, cela se fait à une échelle plus vaste que jamais, et avec le fard trompeur de la baisse des prix.

La social-démocratie tolère ce décret-loi, comme tous les autres, de même que les arbitres réformistes appliquent la dernière diminution des salaires comme les précédentes. Ces faits précipitent la différenciation à l'intérieur de la social-démocratie, consommée par la création du Parti socialiste ouvrier. D'une part, les éléments droitiers (Heimann, Severing) vont encore plus à droite ; d'autre part, la direction se voit forcée de masquer sa politique de trahison en éloignant de la direction quelques-uns des réformistes les plus compromis, en les remplaçant par des soi-disant « gauches ».

C'est ce qu'illustre la destitution de Hoering comme chef du Reichsbanner, — ce qui est vraiment un événement peu banal, — la destitution projetée de Stampfer, rédacteur en chef de longue date du *Worwärts*, et son remplacement par le « gauche » repentant Saube, de Leipzig.

Le meilleur c'est que, par suite de sa hausse politique, le P.C.A. est complètement incapable de profiter du mécontentement des membres du P.S. C'est ce qu'il a constaté lui-même en l'appuyant sur des chiffres intéressants, dans un article « auto-critique » sur les élections au Wurtemberg. A Stuttgart, le P.S. a perdu 13.300 voix, mais le P.C. a perdu, lui aussi, 600 voix. A Esslingen, ville industrielle, de même que celles qui suivent, le P.S. a perdu 3.200 voix, le P.C. en gagne 600 ; à Ulm, le P.S. perd 2.900 voix, le P.C. en gagne 1.900 ; à Heilbronn, le P.S. perd 4.900 voix, le P.C. en gagne 1.140. Les ouvriers socialistes, déçus, tombent dans l'indifférence.

Quiconque est témoin des événements allemands ne peut s'empêcher de regretter profondément que la question vitale du défaitisme, de la perspective, du tournant, soit devenue un simple ballon que se lancent deux fractions corrup-

Le monde entier souffre à l'heure actuelle de la crise la plus violente qu'ait connue le capitalisme. Les capitalistes sont eux-mêmes les premiers à dénoncer cet état de choses alarmant. Malgré tout, ils font des efforts désespérés pour maintenir le « statu quo », sinon pour dissimuler la névrose dont est atteint le régime. Tout est vain. Le régime se détruit par ses contradictions internes, nécessairement.

L'Exposition Coloniale Internationale, malgré sa splendeur fulgurante, tombe vite dans l'oubli, dès que dans la Métropole les flèches indiquant le chemin de Vincennes sont effacées.

Prosperité coloniale, prospérité mondiale, ce sont des mots creux, qui sonnent faux. La crise demeure angoissante, et court sur toutes les lèvres, jusque sur celles des gros capitalistes. C'est pour barrer la route à la crise, pour tenter l'impossible, qu'on a vu les hommes d'Etat de toutes les puissances tourner, qu'on a vu, dans les airs, qui sur mer, comme des chiens enragés. Ces déplacements fébriles, ces valse désordonnées, rappellent les symptômes de la guerre de 1914 et annoncent une autre guerre exterminatrice du capitalisme.

Reynaud, ministre des Colonies, pendant que Laval, le président du Conseil, court en Amérique, se précipite en Indochine, dix-huit mois après l'ouverture de l'écluse révolutionnaire. Cet petit homme prétend résoudre à la fois deux problèmes insolubles pour l'impérialisme français : la crise et la révolution, c'est-à-dire problème économique et problème politique. Reynaud les appelle « problème permanent (rapports des deux peuples français et annamites) et problème accidentel (crise) ».

Voyons les solutions du petit Reynaud :

#### Problème économique

Il nous dit : Si le problème permanent est plus difficile et plus important, le problème accidentel est plus urgent.

Voici comment il solutionne cet urgent problème accidentel que'est la crise, crise provoquée par la surproduction et la sous-consommation, phénomène immanent au régime capitaliste. Eh bien, c'est simple, le problème étant insoluble, pourquoi et comment lui rechercher une solution ? Certes, dit-il, ce pays est atteint comme tous les pays producteurs de matières premières. C'est un fait qu'il faut constater mais dont il ne faut pas exagérer ni l'importance, ni les conséquences, sous peine d'aggraver la crise en créant une crise de confiance.

L'autruche se cache la tête devant la tempête et se laisse enfoncer dans du sable. Elle ne peut faire autrement. Tel Reynaud, tel l'impérialisme.

Le problème de la crise, avec tous

pués de la bureaucratie. L'opposition fait tout ce qu'elle peut pour disperser les illusions des membres du Parti qui veulent tranquilliser leur conscience malade par le « tournant » de Thaelmann, qui accentue encore en partie les anciennes fautes. BAUER.

ses corollaires néfastes, pour l'humanité (chômage, famine, etc.), seul le régime socialiste peut le résoudre.

#### Problème politique

##### Problème permanent du rapport des deux peuples

Attention aux discours de Reynaud et de ses larbins Bui-Quang-Chieu, Pham-Quynh et autres ! Problème permanent ! Le mot est impropre et optimiste, car l'impérialisme empiète dans ses contradictions ne saurait exister longtemps. Le rapport de force change tôt ou tard, cet ordre de problème ne se posera plus.

Pour le moment il se pose dans toute son acuité, le rapport franco-indochinois touchant à un point critique où le moment dialectique est en train d'opérer son passage vers la phase supérieure. Le prolétariat indochinois a pu constater les convulsions impérialistes françaises : les bombardements de Co-Am et de Vinh, les fusillades sur toute la surface de l'Indochine annamite, ce sont là des tentatives désespérées de retenir la marche dialectique de l'histoire. L'impérialisme français, cependant, est remis de sa frayeur et se rend compte, hélas ! trop tard, de l'inefficacité de ses agissements criminels. Un changement de politique s'impose. Changer comment ? C'est ce que Reynaud va étudier sur place, en trente et un jours, en parcourant pendant ce laps de temps treize-cinq mille kilomètres, et presque toujours à des centaines de mètres au-dessus du sol.

Quoi qu'il en soit, ce voyage « ministériel » marque un tournant important dans la politique coloniale de l'impérialisme français. Ce n'est pas pour rien que ce dernier envoie un croiseur pour accompagner son domestique jusqu'à Singapour et pour le transporter à quelques distances plus loin de Java à Saigon. Ce voyage coûte on ne sait combien de millions de francs. L'organisation de la réception officielle a déjà coûté quatre cent millions, soit quatre millions de francs. Ce qui est plus ridicule, c'est de voir les bourgeois intellectuels ou agricoles indigènes réagir de joie puérile à la vue de leur idole. Ils ont tenu à rendre un grand hommage à ce petit ministre. Et en l'occurrence, pour offrir des fleurs à celui-ci, ils ont fait venir une fillette de l'un d'eux. La pauvre petite, comme on l'a pu voir sur la couverture de « l'illustration », était pâle de frayeur. Mauvais symbole ! Reynaud, cependant, tâchait de gagner la sympathie et la confiance des bourgeois indigènes. Pour commencer, il applique la « politique d'égards » que, dit-il, Sarraut et Varennes ont déjà définie. La politique d'égards consiste à traiter ses domestiques avec plus d'égards, de manière à leur rendre la servitude plus agréable. Il s'agit, par une circulaire du gouverneur général, d'interdire aux fonctionnaires français de tutoyer leurs subalternes annamites, comme il était de règle avant que les bombes de Yen-Bay ne fussent jetées.

En plus de « vous », des médailles distribuées à tour de bras. « Une centaine (d'hommes primitifs des forêts et des montagnes) alignés devant l'édifice gouvernemental sur une terrasse

du Dalat. Les femmes ont le torse nu... Certains chefs, pour la circonstance, ont revêtu une sorte de dolman rouge de général anglais... D'autres ont gardé leur sommaire tenue quotidienne (cache-sexe) et le ministre, embarrassé, ne sait trop où accrocher les quelques croix qu'on octroie à ces sauvages enfants de la montagne. » (« Petit Parisien », 6 novembre 1931.) Ainsi les indigènes en sont contents, jurent fidélité à l'impérialisme et lui servent de bourreaux.

Par indigènes, il faut entendre les bourgeois indigènes, car jamais le prolétariat révolutionnaire ne tend la main à l'impérialisme français. Il suffit de lire dans « le Petit Parisien » le reportage d'André Viollis pour sentir combien le peuple annamite est ennemi du régime oppresseur. Sitôt qu'elle dépasse la frontière cochinchinoise et entre en terre cambodgienne, un souffle d'aise transpire sous sa plume. Elle dit : La toute cambodgienne, d'un enthousiasme puéril, se repose du regard énigmatique, trop souvent hostile des yeux d'Annam. Un peu plus tard, de Chine, elle fait part au « Petit Parisien » de la même joie d'échapper au regard hostile des Annamites.

D'où vient cette hostilité ? De l'exploitation outréculante, de l'oppression despotique de l'impérialisme français. Reynaud et sa suite répètent à satiété les œuvres civilisatrices, bienfaitrices de la France : routes, ponts, canaux, chemins de fer, digues, défrichement, instruction, hygiène, etc. (« Le Temps », 18 novembre 1931.) On sait que c'est mensonge. Toutes ces œuvres sont nécessaires pour l'exploitation rationnelle. Le peuple reste misérable et travaille dans les conditions les plus misérables du monde. Le mieux-être, inexistant, mais dont l'impérialisme affirme la réalisation, est démenti formellement par ce mot sorti de la bouche même de Reynaud :

« Ici, derrière le mince rideau d'intellectuels, dans la zone où, en Europe, il y a une classe moyenne, il y a la vide. Hormis les propriétaires, que notre politique d'extension des rizières a créés en Cochinchine, hormis quelques entrepreneurs pour nos travaux publics et quelques rares commerçants, il n'y a pas de classe moyenne. Ni commerçants, ni industriels, ni armateurs, ni avocats, ni notaires, rien de ce qui est l'armature politique des pays de l'ouest de l'Europe. » (Discours à Saigon, « Le Temps », 18 novembre 1931.)

Soulignons : « classe moyenne, armature politique ». Pas de classe moyenne, cela veut dire qu'il n'y a qu'une petite poignée de bourgeois et que le reste du peuple est prolétarisé. Pensez que les œuvres soi-disant civilisatrices profitent aux prolétaires. Si elles profitent aux prolétaires, ceux-ci auraient soutenu l'impérialisme et ce dernier n'aurait pas à envisager la création d'une classe moyenne pour en faire son « armature politique ».

On assiste en ce moment à l'agonie du colonialisme et de l'impérialisme. Se sentant perdus, ils essayent un dernier coup de collier : restaurer : 1. Monarchie traditionnelle ; 2. plébéialisme ; 3. bouddhisme ; 4. morale ; 5.

littique pour l'apologie de sa politique. Maintenant, il veut faire jouer ce même rôle servile et indigne à l'histoire du Parti et à l'histoire tout court. Mais, de même qu'on ne peut pas construire le socialisme dans un seul pays, on ne peut pas faire l'histoire dans un seul pays. Staline arrivera peut-être à supprimer en U. R. S. S. toutes les éditions de « l'histoire du Parti » et des œuvres complètes de Lénine et à les remplacer par son histoire apologetique. Il parviendra sans aucun doute à dérouter ainsi, pendant un certain temps, les jeunes communistes de l'Union Soviétique. Mais l'histoire du mouvement révolutionnaire qui est une et universelle, et qui, pour un marxiste, doit être « non pas une apologie des positions politiques, mais une image solidement cohérente du processus réel de la révolution » (Trotsky, « l'histoire de la Révolution russe », édition russe), cette histoire est écrite sur la base des documents et des témoignages vivants de l'époque par des marxistes révolutionnaires dans différents pays. L'« Histoire de la Révolution russe » de L. D. Trotsky, écrite sur la base des documents historiques et de nombreux témoignages des participants actifs de la révolution, permettra aux jeunes générations révolutionnaires de tous les pays de rétablir l'image « du processus réel de la révolution ».

Dans ses mémoires, Baskinikov, un des supports actuels du régime stalinien, décrit alors le discours prononcé par Lénine le jour même de son arrivée à Pétrograd, le 3 avril 1917 : « J'attaque d'une façon décisive la tactique ou l'appliquaient, avant son arrivée, les groupements dirigeants du Parti et des camarades isolés... Les militants les plus responsables du Parti furent représentés. Mais pour eux aussi, le discours de Lénine fut une révélation. Il jeta le Rubicon entre la tactique d'hier et celle d'aujourd'hui ».

culte des ancêtres ; 6. confucianisme ; 7. taoïsme. » (Voir albums d'images commentées, distribués aux petits écoliers annamites.) Tout cela pour endiguer le communisme.

Mlle Karpelès, directrice de l'Institut bouddhique de Pnom-Penh (Cambodge), interviewée par « Comœdia », a déclaré : « On ne s'imagine pas assez l'importance sociale de la morale bouddhique et l'influence des bonzes qui la prêchent. On ne sait pas surtout que c'est là-bas la plus sûre, sinon la seule défense contre le communisme. » (« Comœdia », 27 décembre 1931.)

Malheureux impérialisme ! Nous, communistes, nous savons que le communisme arrive fatalement, de par les conditions créées par l'impérialisme lui-même. Toutes ces institutions que l'impérialisme regarde comme de puissantes forteresses pouvant le protéger contre le communisme, nous, communistes, nous les appelons superstructure sociale et nous savons que l'impérialisme, malgré qu'il veuille les restituer, les détruit par la modification de l'infrastructure, c'est-à-dire par l'introduction de l'économie capitaliste avec ses contradictions mortelles.

Il est certain que les rapports de force sont inégaux entre prolétariat et impérialisme, sur le plan indochinois. Mais sur le plan international, mondial, il n'est pas difficile aux communistes de changer ces rapports, d'en intervenir l'ordre des facteurs. Mais l'impérialisme jure de conserver l'Indochine. Evoquant le cimetière de la baie d'Aloué, où sont enterrés les premiers colonisateurs, Reynaud déclame : « Vous me comprenez si je vous dis que l'Indochine est pour nous une terre sacrée. » (« Le Temps », 18 novembre 1931.)

Secrètes, on le sait, les colonies sont le salut de l'impérialisme. Garder les colonies par tous les moyens, intérieurs et extérieurs, sous peine de périr de crise. Moyens intérieurs, nous les avons fait ressortir plus haut : économique et politique. Moyens extérieurs : diplomatiques.

C'est ce que cherche Reynaud en s'arrêtant à Java, en terre hollandaise, avant d'entrer en Indochine, et en s'arrêtant aux Indes, colonies anglaises, au retour de ses pérégrinations ministérielles.

Comme il n'a rien changé à la situation, c'est qu'il l'a voulu. Il s'est contenté de se créer un alibi. Mais il ne s'agit pas d'alibi, mais de faits et de mesures à prendre. Au contraire, la recherche d'un alibi ne fait que le charger davantage.

Les militants du Parti et tous les prolétaires ont toutes les raisons d'être inquiets. La direction stalinienne porte l'entière responsabilité du fait que Trotsky est exposé. La seule véritable sécurité, c'est le retour du camarade Trotsky dans l'Union soviétique.

Camarades du Parti révolutionnaires, exigez de la bureaucratie du Parti le retour de Trotsky.

Quelle fut cette « tactique d'hier » appliquée par Staline dans « Ja Pravda » et dans les Soviets mencheviks et socialistes révolutionnaires ? En face, le gouvernement provisoire de Goutchkov-Kérénsky-Miloukov, la position de Staline se résumait alors ainsi : « Le gouvernement provisoire a adopté effectivement le rôle de consolidation des conquêtes du peuple révolutionnaire. Les Soviets mobilisent les forces et exercent le contrôle... Une telle situation a des côtés négatifs mais aussi des côtés positifs : il n'est pas avantageux pour nous de forcer les événements en accélérant le processus de l'éloignement des couches bourgeoises qui nous quitteront inévitablement dans l'avenir. » Dans cette conception exprimée par Staline à la Conférence du Parti, le 29 mars 1917, nous reconnaissons distinctement l'auteur futur du bloc des 4 classes en Chine, qui trahit la Révolution chinoise. C'est la politique menchevik d'une révolution démocratique bourgeoise intermédiaire dans laquelle l'hégémonie de la bourgeoisie est naturelle et légitime. C'est cette tactique placement opportuniste que Lénine est venu balayer par ses thèses du 4 avril, dans lesquelles il a mis à l'ordre du jour du Parti bolchevik la Révolution prolétarienne et la Dictature du prolétariat.

Le discours de Staline du 29 mars 1917 et les procès-verbaux de cette conférence sont soigneusement cachés au Parti. A leur place, Staline veut faire éditer une nouvelle histoire où il sera démontré comme deux fois deux font quatre que Lénine, en arrivant avec cinq semaines de retard à Pétrograd, n'est venu, en somme, que continuer la politique insouhaitée par lui, Staline, dans le C. C. du Parti bolchevik. Mais Staline s'apercevra bien vite qu'il est plus facile de violenter la conscience, qu'il est plus difficile de violenter la conscience révolutionnaire d'un Yaroslavsky ou d'un Patak, que de violenter la vérité historique.

M. MILL.

## Projet d'assassinat de Trotsky

— SUITE DE LA 1<sup>re</sup> PAGE —

Comme il n'a rien changé à la situation, c'est qu'il l'a voulu. Il s'est contenté de se créer un alibi. Mais il ne s'agit pas d'alibi, mais de faits et de mesures à prendre. Au contraire, la recherche d'un alibi ne fait que le charger davantage.

Les militants du Parti et tous les prolétaires ont toutes les raisons d'être inquiets. La direction stalinienne porte l'entière responsabilité du fait que Trotsky est exposé. La seule véritable sécurité, c'est le retour du camarade Trotsky dans l'Union soviétique.

Camarades du Parti révolutionnaires, exigez de la bureaucratie du Parti le retour de Trotsky.

## Staline corrige l'histoire

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Certains autres, comme Sloutsky, sont arrivés même à employer le terme de « réarmement » du Parti, dont s'est servi le camarade Trotsky, dans son « Histoire de la Révolution russe », pour désigner les thèses d'avril de Lénine et l'activité gigantesque qu'il déploya, malgré la résistance des soi-disant « v. eux bolcheviks », pour faire adopter ces thèses par tout le Parti.

Mais en lisant ces passages, dans l'histoire du Parti, Staline n'était pas au bout de ses peines. Il a mandé une légion de censeurs et ces braves fonctionnaires lui ont rapporté que les idées « trotskystes » se sont glissées non seulement dans les articles historiques d'un quelconque candidat au Parti, Sloutsky, mais que, dans les œuvres complètes de Lénine, des « contrebandiers » ont introduit des altérations de l'histoire monstrueuses qui doivent immédiatement être corrigées. Ils ont trouvé, par exemple, qu'un certain Ovsianikov, qui travailla sous la direction immédiate de Kamenev, écrit dans l'annotation 79 au 14<sup>e</sup> tome des Œuvres complètes de Lénine, que « le Trotsky « éditait à Vienne un journal ouvrier populaire, « la Pravda », destiné pour la Russie, et que Trotsky a rompu avec les mencheviks ». 2<sup>o</sup> Que Trotsky « adopta dès le début de la guerre impérialiste une position nettement internationaliste ». Dans cette même annotation, l'auteur ose « répéter » la légende trotskyste selon laquelle Trotsky aurait, parait-il, dirigé l'insurrection du 25 octobre (« Pravda » du 15 décembre 1931). Est-il possible de tolérer une telle « contrebande trotskyste » ?

Un autre historien, Volosevitch, ne s'est pas seulement contenté de narrer, dans son « Histoire du Parti », les événements historiques universellement

connus par le témoignage vivant de John Reed (« 10 jours qui ébranlèrent le monde ») ou par les mémoires de Schliassikov sur la Révolution de Février et le rôle honteux de Staline à cette époque. Volosevitch cherche encore à analyser les faits et les positions politiques adoptés dans le passé par le Parti bolchevik, pour en tirer les conclusions logiques qui s'imposent. Voilà ce qu'en dit « la Pravda » du 17 décembre : « L'historien « Volosevitch » démontre... (par l'abandon de guillemets, « la Pravda » veut être ironique. M. M.) que Lénine, en 1915, ne posa pas le problème de la construction du socialisme en un seul pays. Volosevitch défigure l'histoire du Parti à la manière trotskyste en opposant les tâches de la Révolution mondiale à la question de la possibilité complète (souligné par nous M. M.) de construire le socialisme en un seul pays, telle qu'elle fut posée par Lénine. En falsifiant l'histoire et en calomniant Lénine, Volosevitch écrit que chez Lénine « la question ne pose nullement du point de vue de la transcendance de la révolution bourgeoise démocratique en révolution socialiste, mais uniquement sous l'angle de la réalisation du mot d'ordre bolchevik fondamental de la période donnée et notamment de la transformation de la guerre impérialiste mondiale en guerre civile mondiale. Par conséquent, il n'y a même pas question de possibilité de construction du socialisme dans notre pays » (3<sup>e</sup> édition, page 64). Volosevitch va même plus loin. Il déclare que « même quand cette transcendance (de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste, M. M.) est devenue un fait accompli, la question de la construction du socialisme dans notre pays n'est pas seulement posée, mais que les autres pays gardent le capita-

lisme, n'est pas encore devenue une question d'actualité... » (page 65). Et Schmidt, l'auteur de cet article de « la Pravda », ne pouvant pas contenir sa colère, conclut : « Et c'est cette contrebande trotskyste que Volosevitch offre aux lecteurs en se masquant des citations de Lénine, des réflexions « profondes », etc. » Ce malheureux censeur sera obligé de constater dans ce même article (« la Pravda » du 17 décembre) avec grande amertume que ce qui le révolte de plus c'est que « cette contrebande a subi dix éditions ».

L'article de Staline, dans « la Révolution Proletarienne », n'était pas seulement une manifestation de la colère impuissante contre la vérité historique, ce fut en même temps un oukase à toutes les éditions d'Etat de faire la révision complète de tout ce qui se rapporte à l'histoire du Parti bolchevik et de la Révolution. Les effets de cet oukase n'ont pas tardé à se manifester. Nous lisons dans toute la presse soviétique que Yaroslavsky, l'un des coupables malencontreux de la « contrebande trotskyste » dans « l'histoire du Parti », a reconnu ses erreurs et a promis « de se mettre énergiquement à la correction de tous les tomes déjà édités de l'histoire du Parti », pour extirper le « trotskysme » de l'histoire. Patak, qui fut pourtant visé très indirectement par l'article de Staline, a fait lui aussi, son repentir... en renonçant (pour la même fois) à ses anciennes « vues et en dénonçant ses erreurs... luxembourgiennes, » qui l'ont conduit fatalement à l'opposition trotskyste.

Ainsi, l'histoire du mouvement révolutionnaire russe et de ses rapports avec le mouvement révolutionnaire d'Occident va être refaite. Staline va avoir son histoire « sur mesure », comme il s'est créé son appareil bureaucratique sur mesure. Déjà, en destituant D. B. Riazanov de ses fonctions de directeur de l'Institut Marx-Engels, Staline commençait à préparer de longues mains une base « marxiste-scien-



# Les ouvriers étrangers et le chômage

Les grands « débats » parlementaires sur le chômage se sont terminés par le vote à l'unanimité, allant du fasciste Dumat à Blum, de lois exceptionnelles contre les ouvriers étrangers. Dorénavant, l'emploi de la M.-O.E. sera strictement réduit au minimum et les pouvoirs veilleront à la stricte application de sa réglementation. Déjà des milliers d'ouvriers « étrangers » ont été congédiés de leur place, surtout dans la région parisienne.

Ainsi, la bourgeoisie avec la social-démocratie ont réussi pour le moment à détourner l'attention de la classe ouvrière sur les véritables causes du chômage; en montant la vaste fumisterie de la « protection de la main-d'œuvre nationale ». Ce qu'il faut surtout épingle, c'est que c'est seulement grâce à l'appui donné par les socialistes que la bourgeoisie a réussi à accomplir la manœuvre consistant à présenter les choses de cette façon, qu'il n'existe pas de chômage « national » en France, et que c'est l'abandon de la M.-O.E. qui crée la crise.

MM. Blum et Cie ont, dans les débats, oublié totalement de dénoncer à la tribune le capitalisme qui est la cause unique de la crise et du chômage; tout leur talent oratoire servait uniquement à démontrer qu'ils sont de « bons Français » toujours prêts à unir à tous les comités de Fels, à tous les fascistes comme Dumat et Taittinger pour défendre la France menacée.

Quel était le but de cette nouvelle « union sacrée »? Les socialistes espéraient-ils obtenir comme récompense l'augmentation des taux d'allocation et l'assurance-chômage? Le refus cynique et le coup de pied de Laval à Blum furent la seule réponse donnée par la bourgeoisie. Cette fois-ci, le jeu était clair; la bourgeoisie a accepté de bon cœur qu'on rejette sur une partie des travailleurs la responsabilité de la crise, qu'on sème avec l'aide des socialistes la haine et la division parmi les exploités, qu'on brime et qu'on chasse des ouvriers « étrangers », mais elle ne laisse en rien toucher à ses coffres-forts; elle ne veut rien promettre qui puisse diminuer ses profits. Encore une fois, la classe ouvrière a été dupée par la bourgeoisie et ses agents social-démocrates.

La nouvelle situation faite aux ouvriers étrangers a-t-elle changé le développement de la crise? Non, rien ne pouvait changer et depuis le chômage a augmenté dans des proportions formidables. En même temps que pas un ouvrier « étranger » ne peut pénétrer sur le territoire français et que des milliers et des milliers d'entre eux sortent chaque semaine de ses frontières, on annonce une augmentation du chômage se chiffrant par près de 50.000 par semaine. D'autre part, le chômage partiel dans les mines, les ports, etc., ne fait qu'augmenter. C'est le démenti le plus flagrant à la légende créée par la bourgeoisie et

les socialistes sur la M.-O.E. comme cause du chômage.

La crise économique que la France traverse actuellement, comme les autres pays, a son origine dans le système capitaliste. Les « étrangers » que la bourgeoisie a appelés en temps de prospérité pour créer les richesses des capitalistes sont maintenant les premières victimes de la crise et les plus frappés, mais c'est tout le prolétariat de France qui se trouve visé. La privation des moyens d'existence à près de deux millions d'ouvriers « étrangers » peut seulement rétrécir le marché intérieur et, par suite, aggraver la crise. Le « remède » capitaliste de la crise n'en est pas un, au contraire, il est un des facteurs de son aggravation.

Une fois de plus, nous nous tournons vers le Parti Communiste et la C.G.T.U. pour leur rappeler une des tâches les plus urgentes à l'heure actuelle: la défense des travailleurs étrangers. Nous ne nous fatiguerons pas de répéter que, malgré que la question de la M.-O.E. figure à toutes les assemblées du Parti et de la C.G.T.U., leur action est quasi nulle. Une carence inexplicable règne dans les hautes sphères du Parti à ce sujet. Toute l'action du Parti était jusqu'à présent limitée à des déclamations plus ou moins sentimentales sur l'internationalisme des travailleurs et quelques engagements contre les socialistes. C'est tout, comme action quotidienne, comme action de masse, rien.

Une enquête sur la vie des ouvriers « étrangers » commencée il y a quelques semaines dans l'Humanité et qui devait constituer la base d'une campagne de défense des ouvriers « étrangers » est brusquement laissée sans suite, dans des conditions mystérieuses!

Il faut que ça change. Il faut immédiatement commencer une large campagne d'éclaircissement sur la crise et le rôle de la M.-O.E. parmi toute la classe ouvrière de France et l'appeler à la défense des ouvriers étrangers. Il faut appeler les chômeurs et les ouvriers étrangers à s'organiser dans les comités de chômage et dans la C.G.T.U. en s'adressant par l'intermédiaire des comités intersyndicaux de langue, en langue étrangère. Il faut créer des moyens de protection pour eux devant les abus de la police et des pouvoirs. Il faut rechercher des moyens de secourir les chômeurs étrangers privés des secours gouvernementaux et mener une campagne pour les droits aux secours sans restriction.

Plus que jamais une liaison entre les travailleurs de toutes les nationalités, également victimes du régime capitaliste, est nécessaire. La moindre fissure, créée par le manque de compréhension, par la négligence du sort de la M.-O.E. peut détruire toutes les actions du Parti et de la C.G.T.U. contre le chômage et servir l'ennemi bourgeois et social-démocrate. Félix

# Réponse à un camarade du Doubs

(Voir N° 107)

Il est difficile en une ou deux lettres de se prononcer catégoriquement sur ce qu'il est et sur quels points nous sommes d'accord et les points qui nous séparent. Ceci ne s'éclaircira qu'à la suite d'une correspondance suivie et de nos bons rapports.

Nous enregistrons avec joie que sur les points généraux de notre critique faite au P.C. et au Comintern, tu te declares l'approuver entièrement. Mais ce qui nous sépare, c'est: 1° la compréhension différente du rôle qu'a à jouer le Parti Communiste en tant que parti politique du prolétariat dans le mouvement ouvrier et notamment dans le syndicat; et 2° l'appréciation sur le socialisme syndicalisme révolutionnaire. Ces deux points sont d'ailleurs étroitement liés entre eux, et l'erreur commise sur l'un des points entraîne inévitablement l'erreur sur le second.

Ta formule, selon laquelle « un parti peut jouer un rôle utile », est vague et profondément erronée. Il ne s'agit pas de parti en l'air, mais d'un parti déterminé, le parti du prolétariat; et celui-ci doit jouer son rôle utile, autrement il cesse d'être tel.

Pour jouer vraiment ce rôle de guide et d'animateur, le Parti ne peut l'imposer mécaniquement à la classe ouvrière et dans les syndicats, mais il doit le gagner dans la persuasion, par sa clairvoyance, par sa politique juste et par le dévouement illimité de ses membres.

C'est dans ce sens que nous, Opposition de Gauche, nous nous sommes opposés à la caricature du rôle dirigeant du Parti, proclamé par les bureaucrates stalinistes, mais non pas comme les « 22 », pour lutter contre le Parti, mais pour que le Parti joue vraiment le véritable rôle qui est lui-même.

Ceci touche même au problème de l'indépendance du syndicalisme. La formule de l'indépendance du syndicalisme signifie indépendance de la tête prolétarienne pour la remplacer par une tête réformiste et bourgeoise. C'est parce que tu n'as pas compris ceci que tu parles d'une différence entre syndicalisme et socialisme; syndicalisme pur veut dire syndicalisme vide.

Il y avait avant la guerre, quand le parti du prolétariat — la social-démocratie d'alors — était imprégné de réformisme, une réaction dans la classe ouvrière sous la forme primitive du syndicalisme révolutionnaire. Ce mouvement essentiellement prolétarien mena à la création du Parti Communiste, et dès lors il disparut de lui-même comme courant. Ce courant de réaction saine, qui se dirigeait du réformisme au communisme avant la guerre ne peut, dans sa résurrection aujourd'hui, que mener du communisme au réformisme. La formule peut rester la même, mais le contenu est totalement différent.

C'est pour cela que nous disons qu'il ne peut y avoir un redressement efficace du mouvement syndical en dehors de la direction du parti politique du prolétariat, le Parti Communiste,

# Les luttes économiques en temps de crise

Le problème des luttes économiques en temps de crise intéresse et passionne en ce moment les milieux ouvriers. Il n'y a pas un ouvrier s'intéressant tant soit peu du sort de sa classe qui, d'une façon ou d'une autre, ne se pose ce problème et ne s'efforce d'y répondre. La « presse ouvrière », si elle était vraiment consciente de sa tâche, aurait dû déjà depuis longtemps examiner attentivement le problème et le résoudre, dans les limites du possible, d'une façon claire et compréhensible pour tout le monde.

Pour les social-démocrates, le problème des luttes économiques en temps de crise est dominé par le problème plus large de « l'intérêt général », qui, en termes concrets, signifie distribution « équitable » des conséquences de la crise, sur le dos du patronat et des ouvriers. C'est, du reste, le même critérium que la social-démocratie et les syndicalistes réformistes suivent en période de « prospérité ». Si, en période de crise, ils demandent que ses conséquences soient supportées équitablement par toutes les classes de la société, dans les périodes de « prospérité », ils préconisent une plus large participation des ouvriers aux bénéfices. Dans les deux cas, ils se placent entièrement sur le terrain capitaliste, c'est-à-dire sur le terrain qui se propose la conservation du système du salariat. La social-démocratie et les syndicalistes réformistes ne nient pas, a priori, la nécessité et la possibilité des luttes économiques, soit en temps de prospérité, soit en temps de crise, mais ils assignent à ces luttes des buts qui visent à mieux équilibrer le système capitaliste, au lieu de lui asséner les coups les plus durs. Les centristes, dans leur aveuglement, se placent à desservir à la social-démocratie et aux syndicalistes réformistes des titres d'infamie, en les accusant d'affirmer qu'en période de crise la lutte pour la défense des intérêts de la classe ouvrière est impossible. Les centristes ne s'aperçoivent même pas qu'une pareille accusation, c'est, en réalité, une demi-dé-

indépendamment de celui-ci. Ce sont ces erreurs-là que tu n'as pas comprises auparavant et qui l'ont amené à être signataire du Manifeste des 22. Aujourd'hui, nous croyons que la vie t'a suffisamment démontré ton erreur.

Il n'est plus de doute aujourd'hui pour personne vers où allait, dès sa naissance, ce courant. Nous assistons maintenant à sa décomposition lamentable et nombreux sont les camarades comme toi qui, dégoûtés et repoussés par la fausse politique et les mauvaises méthodes des bureaucrates stalinistes, dans leur désir honnête de sauver le mouvement syndical et eux-mêmes, se sont laissés entraîner par Chambelland d'abord, pour tomber ensuite dans les bras de Dumoulin et qui aujourd'hui se rendent compte de leur erreur.

fonse de ceux qu'ils prétendent combattre. En réalité, les social-démocrates et les syndicalistes affirment aussi qu'en période de crise les luttes économiques sont impossibles mais ils font cela pour mieux utiliser l'incertitude des masses et pour masquer ce qui est essentiel dans leur attitude, c'est-à-dire leurs desseins collaborationnistes.

Si la social-démocratie et les syndicalistes réformistes, fidèles à leur conception d'équilibre au sein du capitalisme, sont portés en période de crise non seulement à ne pas combattre pour la défense des positions acquises par le prolétariat, mais encore à travailler pour imposer du prolétariat « les sacrifices nécessaires », les centristes se limitent presque exclusivement à crier que la lutte est possible aussi en temps de crise. Mais cette affirmation, à elle seule, reste du bavardage pur. En réalité, le problème n'est pas de savoir si, en période de crise, la lutte est possible, mais il consiste dans l'examen des rapports de forces en présence et des moyens pour déplacer ces rapports de forces toujours plus en faveur du prolétariat.

Il est de toute évidence que, dans une période dans laquelle l'industrie rejette des centaines de milliers et des millions d'ouvriers, la lutte pour la défense des intérêts de la classe ouvrière est souvent (pas toujours) très difficile. La preuve en est donnée non seulement par le fait que, dans de telles périodes, la lutte a presque toujours un caractère défensif, mais aussi par les résultats immédiats d'une telle lutte. Si on fait exception des périodes dans lesquelles la crise coïncide avec un profond épanouissement révolutionnaire des masses et dans lesquelles la crise détermine au sein du prolétariat des profondes poussées révolutionnaires, on constate que presque toutes les luttes engagées par la classe ouvrière, soit partielles, soit nationales, se concluent par un recul plus ou moins grave et plus ou moins stable du prolétariat. Ne pas vouloir reconnaître cela, nier même cela comme le font les centristes, c'est de la stupidité pure et c'est, non faciliter le rassemblement de la classe ouvrière, mais se couper d'elle par la ridiculisation de soi-même. Ce n'est pas en niant les faits, surtout lorsque les faits sont des défaites du prolétariat, qu'on renforce la confiance de la classe ouvrière dans la lutte, mais c'est en expliquant les causes réelles des défaites subies et en indiquant par quels moyens on peut y remédier et reprendre l'avantage sur l'ennemi de classe. En outre, il faut savoir faire comprendre au prolétariat que, s'il y a des moments dans lesquels un recul est nécessaire sans trop s'exposer devant l'ennemi, il y a aussi des moments dans lesquels la pire, la plus honteuse, la plus mortelle des défaites est de fuir la lutte qui est imposée par les événements.

(A suivre.)

# Dans le Parti et l'opposition

## Déclaration de la C. E.

I. — Au cours de la violente campagne qu'elle mène actuellement contre l'opposition de gauche, la direction du Parti a introduit un élément nouveau des plus malhonnêtes en tentant de lier l'activité de l'opposition de gauche à celle de Loret, membre du 3<sup>e</sup> rayon, qu'elle dénonce comme marchand à la solde de la police.

II. — La C. E. affirme catégoriquement :

1° Que Loret n'a jamais été membre de la Ligue ;

2° Qu'il a adressé des correspondances à « la Vérité » qui ont été insérées, du fait que :

a) Loret était membre du Parti depuis plusieurs années et y occupait des postes responsables ;

b) Ces correspondances donnant des renseignements sur la vie politique du Parti étaient confirmées par d'autres camarades du Parti avec qui nous sommes en liaison ;

c) Elles ne contenaient rien susceptible de nuire au Parti.

III. — La C. E. enregistre l'affirmation catégorique de « l'Humanité » (« preuves irréfutables »). Mais la direction du Parti ne peut se tenir à cette affirmation. Elle doit fournir ses preuves. La C. E. a le droit d'être renseignée confidentiellement. A ce sujet, nous pensons qu'il devrait y avoir, contre la provocation policière, identité de vues et d'action entre le Parti et l'opposition de gauche, et nous sommes prêts à agir en ce sens. Même si la direction du Parti qui, jusqu'à présent, a montré une incapacité très grande dans la lutte contre la provocation policière, refuse nos propositions, l'opposition de gauche accomplira aussi dans ce domaine son rôle d'avant-garde du Parti, non seulement pour découvrir et démasquer les agents envoyés par la police, mais aussi pour qu'ils n'échappent pas à la justice prolétarienne.

IV. — La C. E. tient à rappeler que, dans la lutte contre l'opposition de gau-

che, les stalinistes n'ont parfois pas hésité à user de la provocation (cas de l'ex-officier de Wrangel que la Guépéou voulait faire introduire dans les rangs de l'opposition russe). Au moment où la lutte contre le « trotskysme » est accentuée, la direction du Parti introduit une insinuation d'ordre policier contre l'opposition en général. Elle doit la retirer incessamment. Sinon, nous y verrons l'intention de recourir aux procédés les plus infâmes contre l'opposition de gauche et, dès maintenant, nous faisons appel à tous les militants du Parti, pour ne pas permettre l'emploi, dans le mouvement ouvrier, de ces procédés « empoisonnés » susceptibles d'entraîner les conséquences les plus graves pour tous les travailleurs. Le Parti en a lui-même souffert récemment (calomnies des socialistes et des pupistes) pour comprendre que la légèreté dans ce domaine est interdite.

9 janvier 1933.

La C. E. de la Ligue.

## Notre Réunion de Bagnolet

Mardi 5, nous avons commencé notre campagne pour la Révolution allemande par une réunion à Bagnolet. Plus de 150 ouvriers y assistèrent. A la présidence, fut désigné notre camarade Davanne, à titre de protestation des ouvriers contre les brutalités qu'évalent commises dans la même salle, quelques jours avant, les nervi à la solde des chefs socialistes. Trente exposa longuement les conceptions de l'Opposition de Gauche sur la situation allemande, en montrant toute l'importance et définissant minutieusement ce qui nous divisait profondément de la politique centriste qui ne

pouvait mener qu'à la défaite. Son exposé fut écouté dans le calme et suivi avec beaucoup d'attention.

Après quoi la contradiction fut assurée par trois camarades du Parti et de la C.G.T.U. Imbault, au nom du Parti, n'apporta aucune réponse sur les problèmes soulevés, se contenta de nous présenter comme un écran entre la bourgeoisie et le prolétariat, sur le corps duquel il fallait passer, et de promettre de sensationnelles révélations pour bientôt dans « l'Humanité » contre les « trotskystes ». Imbault, qui tenait à faire voter une résolution contre nous, comme si cela pouvait plus « éradiquer », se montra d'autant plus dégouté qu'il a bien des péchés à racheter et un emploi à justifier. N'ait-il pas fait aussi de l'opposition — en ne condamnant d'ailleurs pas Brandler et Talheimer — et n'a-t-il pas cessé en devenant récemment permanent à la R. P. ? Après lui, Clouet, de Bagnolet, tenta d'examiner quelques points pour justifier, par exemple, la participation au plébiscite. Enfin, Hénaff, des Clémentiers, fit un exposé syndicaliste: ce qui intéresse l'ouvrier français, prétend-il, c'est sa croûte. Les problèmes allemands, Hénaff les considère comme venant au second plan. Sur l'unité syndicale, il défendit le mot de Magie-City comme unitaire.

En réponse, notre camarade Lebourg ne put qu'à souligner qu'on ne répondait à aucun de nos arguments: sur la question de l'unité syndicale, il répondit à Hénaff en quelques mots: enfin, à Clouet et à la plupart des jeunes présents dans la salle, il leur montra que nous avions pour nous l'expérience des années passées, dont ils ne tenaient pas compte.

Bonne réunion de début pour notre campagne.

Le gérant: P. FRANK.

3, rue de la Grande-Saïe-Relles, Paris (10<sup>e</sup> arr.)

Maison des Syndicats (Société de Placement)

## En Lorraine

Malgré les appels à la lutte contre le « libéralisme pourri », celui-ci gagne dans le Parti. Dans l'Est où nos camarades à Chaligny ont travaillé d'arrache-pied pendant des mois pour empêcher la politique stalinienne de contribuer à anéantir ce qui restait du mouvement syndical, un de ceux qui nous avaient le plus violemment combattu, Thouvenin, conseiller municipal de Chaligny, écrit dans la tribune de discussion de La Lorraine Ouvrière et Paysanne (n° 282) :

« En ce qui concerne aussi l'opposition de gauche dite trotskyste, nous avons eu une politique sectaire et de compromission à la fois, avec des militants de base de cette opposition; sectaire quand nous les mettions au même rang que la minorité de droite et que nous mettions dans le même sac tous les adversaires du Parti. Politique de compromission quand nous leur faisons des concessions qui les accablent aux yeux des ouvriers et servaient ainsi à renforcer la division des ouvriers. Les trotskystes Paget, des mineurs, et Florence, des métaux, ont demandé leur réintégration dans les rangs du Parti. Je suis un de ceux qui pensent que, dans la circonstance actuelle, toutes les forces révolutionnaires doivent se rassembler, les vieux militants qui ont quitté nos rangs doivent retourner dans nos organisations, les jeunes aussi qui ont appartenu voici quelques années aux J.C. de Chaligny ont leur place toute tracée avec nous. »

Encore une région où l'on n'est pas encore à la page, où il y a des militants qui voudraient réaliser quelque chose du « tournant ». Thores ou un autre ne va pas tarder à remettre de l'ordre et à reprendre à Thouvenin qu'il faut ouvrir les « bouches », mais pas pour dire ce qu'on pense.

## UN DÉLÉGUÉ DU CENTRE EN VENDÉE

Un délégué du centre à la Région est venu se féliciter dans la cellule de la reprise de l'activité politique dans la Région de l'Atlantique. Il paraît que le centre a été heureux, mais heureux, quand il a reçu la motion de la cellule yonnaise que ce n'est rien de le dire :

« Mais enfin, voyons, petits Vendéens, vous êtes entachés de féarisme, de trotskysme. Oh! je ne dis pas que vous êtes des trotskystes, mais vous parlez comme Trotsky. »

Quant au reste, toutes les fautes, toutes les erreurs passées, le délégué du centre en charge sentencieusement et catégoriquement le groupe Barbé-Celor. Au moment du premier tournoi, un délégué du centre était également venu à La Roche et nous avait laissé entendre avec force qu'on pourrait désormais discuter au Parti, que je ne sais plus qui avait eu tort, mais qu'une ère nouvelle allait naître, etc... C'était si bien comme cette fois-ci, que c'est à se dépêcher d'en rire pour n'en pas pleurer.

Pourtant, jamais époque ne fut plus fertile que la nôtre en espoirs révolutionnaires. Dans les administrations on enjoint aux chefs de service de préparer leur personnel à l'emploi des masques à gaz. On fait fixer sur les cartes les points électriques importants qu'il faudrait camoufler en temps opportun; on remanie l'affectation des cadres à la mobilisation; on prie d'envisager les moyens de défense contre une attaque aérienne, etc. D'autre part, les diminutions de salaires chez les cheminots et — aussitôt passés les élections, ceux des fonctionnaires — le chômage qui croît dans le coin, tout cela serait un merveilleux terrain de propagande pour un parti uni et vigile. Mais cela exige un Parti vivant idéologiquement, grâce à la réintégration de la gauche, un Parti armé de nouveau d'une ferme politique léniniste.



# LA VÉRITÉ DES JEUNES

## UN PAS EN AVANT

Après quelques mois de silence, notre page de jeunes reparait à nouveau. Certains camarades ont pu croire que notre groupe était disparu et que nos tentatives pour mener un véritable travail de jeunes communistes avaient échoué. Les obstacles, en effet, n'ont pas manqué, des camarades découragés nous ont quittés, d'autres, par contre, ont marqué leur sympathie. Un groupe comme le nôtre pouvait ne pas se constituer, sans évoluer par diverses phases de cristallisation idéologique et organique. Ne pas le comprendre et parler de décomposition du groupe des jeunes oppositionnels, c'était faire preuve d'ignorance marxiste. Objectivement nécessaire par les fautes du centrisme, l'opposition de gauche peut vivre, doit vivre.

Nous sommes encore dans le moment présent extrêmement faible, mais au travers de cette page, avec nos forces réduites, nous voulons faire entendre la voix de l'opposition de gauche parmi la jeunesse communiste pour l'aider ainsi, avec nos critiques, avec nos opinions à travers les crises périodiques qu'une lâcheté politique lui fait subir.

Le bilan de ces dernières années pour nous est particulièrement important. En effet, nous avons pu constater que le manque de précision politique dans notre travail, ainsi que l'emploi de formules comme « redressement des J.C. », « lutte pour l'éducation », etc., ne nous ont pas permis de jeter les bases d'une forte fraction de gauche des J.C. et ont même déterminé parmi nous des processus de désagrégation.

Conscients de nos fautes et de nos faiblesses, en liaison étroite avec l'expérience vécue, nous continuerons notre travail révolutionnaire dans une voie nouvelle.

Notre lettre de réintégration au B.P. des Jeunes fut une étape importante

de notre travail. La preuve de notre abnégation et de notre dévouement au communisme est faite ainsi publiquement. Nous maintenons toujours notre demande, mais aujourd'hui que tous les communistes ont pu lire la réponse bureaucratique du B.P., nous voulons tirer les conclusions et tracer notre ligne politique.

Nous n'avons jamais surestimé les possibilités du « tournant ». Ce dernier est resté une manœuvre du stalinisme pour canaliser à son profit le mécontentement de la base. Les articles de Ferrat parus dans l'Huma : « Ouvrez les bouches, mais silence dans les rangs », confirment éloquemment notre point de vue.

Le « tournant » aurait pu améliorer superficiellement et momentanément la vie du Parti et des Jeunes. Rien qu'un changement complet de la ligne politique et parallèlement de la direction peut redresser notre mouvement. A l'heure présente, beaucoup de nos camarades, grâce à notre attitude, ont pu comprendre la signification réelle du « tournant » et en déduire certaines conséquences. Cette expérience est concluante et seule la fraction de gauche, par son activité, par sa lutte, est capable de redresser le Parti et les Jeunes. Historiquement, l'accumulation de fautes criminelles rend l'existence d'une fraction de gauche nécessaire. Pour ces raisons, les jeunes oppositionnels vous appellent à renforcer leur groupe. En nous renforçant l'on œuvre pour le redressement des J.C. En doublant notre influence, nous obligerons la bureaucratie à reculer. Sans se laisser effrayer par les injures et les hurlements des dirigeants stalinistes, écrivez-nous, aidez-nous. Créons une forte fraction de gauche, seule garantie pour le redressement de la J.C. et de l'I.C.J.

LE GROUPE DES JEUNES OPPOSITIONNELS.

## Salut à "Young Spartacus"

Le Comité des Jeunes de la section américaine de l'opposition de gauche publie chaque mois un organe destiné à la jeunesse ouvrière, le Young Spartacus, dont le n° 2 vient de paraître. Cet organe contient des informations sur la vie des jeunes travailleurs, sur la vie des organisations de jeunes et aussi consacre une grande partie de ses colonnes à l'éducation.

La Vérité des Jeunes adresse son salut chaleureux à Young Spartacus. Comprenez l'importance du travail dans la jeunesse, la Vérité des Jeunes a tenté de faire ce que viennent de faire nos camarades des États-Unis. Nos forces, trop faibles encore, ne nous ont pas permis de réussir; mais nous nous attelons à la tâche et nous ne doutons pas d'y arriver. Nous nous servirons beaucoup des enseignements et de l'expérience de Young Spartacus, à qui nous ne manquerons pas d'apporter également notre concours.

LA VÉRITÉ DES JEUNES.

A Paris, les éléments trotskystes influencent de bons militants de rayon, en mettant l'éducation au premier plan de l'activité de la J.C.

(Avant-Garde, 26 décembre 1931.)

## NOUVELLES DE LA CASERNE

Un de nos camarades de Metz, du 145<sup>e</sup> R. L., nous a envoyé dernièrement une lettre dont nous tenons tout particulièrement à communiquer à nos lecteurs quelques extraits. Nous regrettons de ne pouvoir, malheureusement, insérer toute cette lettre, le peu de place dont nous disposons ne nous le permettant pas.

Dans le bataillon, sur 720, nous sommes 500 de Paris. Il y a beaucoup de camarades qui sont déjà repérés comme « rouges ».

Après nous avoir demandé des renseignements sur la crise, le chômage, notre camarade s'informe sur la vie du Parti et des J.C.

Voici maintenant quelques réflexions sur la vie qui est faite aux jeunes soldats sous les armes :

« A la caserne, on nous mène comme des bœufs. Le rata est immanquable. Quand on s'est plaint, on nous a répondu : « Si vous ne voulez pas manger ça, mangez de la merde... »

Mais devant la protestation des soldats la nourriture s'améliora un peu. Notre camarade nous signale que pendant les cours de tir, les punitions pleuvent pour un rien :

« C'est un concours, parmi les chefs, à qui en donnera le plus... »

Plus loin, il nous informe : « Le Parti organise des meetings et les chômeurs viennent chercher à manger à la caserne en rangs comme des soldats. Ils nous tiennent tout habillés et armés, car ils craignent des manifestations de chômeurs... »

Nous tenons, en marge de cette lettre, à reparler du travail « anti » et de la carence complète des J.C. à cet égard. Nous avons toujours combattu l'opinion qui, actuellement, prédomine aux Jeunes et qui consistait, sous le couvert de phrases gauchistes, à abandonner le travail « anti » pendant de longues périodes, pour essayer vainement de le reprendre quand des événements importants se préparaient. Le travail « anti » est un travail continu, qui ne peut, sous aucun prétexte, être interrompu. Dans la période actuelle, quand partout la guerre se précise, il est du devoir des Jeunes communistes de relever bien haut le drapeau de l'antimilitarisme et d'organiser sérieusement, sans démagogie, la lutte des soldats à la caserne. Il n'y a ici rien d'impossible; que ceux qui ont assisté aux campagnes de la Ruhr se rappellent quel mouvement antimilitariste la J.C. a pu, grâce à des mots d'ordre justes, déclencher.

Quand, avec le développement du chômage, la bourgeoisie fait miroiter devant les jeunes travailleurs de mirifiques engagements à l'armée, à la marine, aux colonies, il est nécessaire que la J.C. réagisse vigoureusement en liant énergiquement la lutte des jeunes chômeurs à celle menée par les soldats.

Que chaque camarade des J.C. pose dans sa cellule la question du renforcement du travail « anti », que tous les camarades obligent les bureaucrates bavards et incapables de s'expliquer sur la carence actuelle des Jeunes. Les jeunes oppositionnels seront toujours prêts à appuyer tout pas sérieux des J.C. dans le domaine « anti », car pour eux, il est clair que sans les soldats une révolution ne peut aboutir.

LE GROUPE DES JEUNES OPPOSITIONNELS BELGES.

## Pas de libéralisme pourri envers les Coutheillas et consorts

« Le C.C. donne un avertissement public au camarade Coutheillas, que sa jeunesse a pu empêcher de discerner clairement la gravité de la faute commise ». (Résolution du C.C.)

Après avoir conduit la J.C. dans un marasme complet, grâce à une politique sectaire, Coutheillas vient d'être frappé, sous l'inculpation de travail fractionnel. Jusqu'ici, la non-application de la ligne prônée par le B.P. des J.C. provenait de la « mauvaise compréhension de la base ». Jamais le savoir ou la sincérité des bureaucrates ignares n'avait été mis en jeu. Aujourd'hui, brusquement, comme pour couronner le dernier « tournant » du Parti, la direction découvre l'existence d'un groupe illégal, étendant ses ramifications à tous les échelons du Parti et des Jeunes, et qui aurait — nous apprend-on — fait occuper tous les postes responsables par ses hommes. Notre inéffable Coutheillas, « croqueur de trotskystes » et leader des J.C., qui défendit avec hypocrisie contre nous la ligne de l'I.C. est aujourd'hui démasqué comme saboteur des décisions de l'I.C. Les Thorez-Franchon clament, après une exécution sommaire du « groupe », aux ravages exercés par celui-ci spécialement aux J.C. Nous disons « exécution sommaire » et tous les camarades des Jeunes nous comprendront. C'est en effet par des lâchetés que l'on punit Coutheillas, qui, en stratégie fin, se fait prudemment et laisse passer l'orage. Nous ne donnerons pas quant à nous, dans le panneau du « groupe ». Si la J.C. se trouve actuellement dans une situation catastrophique, la faute en incombe à l'ensemble des groupes — ou direction du Parti — qui dirigent bureaucratiquement le Parti et les J.C., avec l'approbation de la fraction stalinienne. Le fractionnement des partis est déterminé par la mauvaise politique de l'I.C. et de l'I.C.J., qui ne peuvent faire régner une discipline communiste, leur base politique reposant sur une série d'erreurs. Tous les camarades doivent, lorsqu'ils discutent la question du « groupe », demander comment celui-ci, fondé en 1923 — dans la lutte contre l'opposition de gauche — et dont l'existence était connue par les Thorez et consorts, n'a été dénoncée qu'à l'occasion du dernier « tournant » (Octobre 1931). Nous tenons tout particulièrement à réfuter la conception absurde que la direction du Parti et des Jeunes a mise en circulation : « l'Opposition aurait défendu le groupe ».

Point n'est besoin de réfuter la fausseté de pareilles affirmations. Nous combattons les « groupes » et en général les blocs sans principes, comme nous combattons le centrisme stalinien, qui engendre les groupes aussi sûrement que le capitalisme engendre le chômage.

Mais pourquoi, demanderont les copains des J.C., les « groupes » doivent-ils renaitre ? Nous estimons que les erreurs permanentes de l'I.C. et de l'I.C.J., suivies de l'étouffement de toute discussion saine dans les sections nationales, déterminent une lutte pour exclure des partis les éléments de gauche les plus clairvoyants. Pour conserver leur hégémonie politique, les fonctionnaires stalinistes s'organisent sur la base de leurs intérêts matériels à défendre, sur la base de la conservation des postes responsables du Parti et des Jeunes.

Les jeunes oppositionnels luttent et lutteront pour l'unité organique du Parti du prolétariat et des J.C. Nous démasquerons les manœuvres du groupe Thorez contre le groupe Barbé, car tant que le centrisme démocratique ne sera pas rétabli dans notre mouvement, aucune garantie sérieuse n'existera contre l'esprit de groupe dénoncé aujourd'hui.

Les jeunes oppositionnels ont dû se constituer en fraction gauche, du fait de leur exclusion des J.C.

Actuellement, la fraction de gauche constitue le seul moyen révolutionnaire de redresser les Jeunes et le Parti et est la seule garantie pour l'avenir, car sur la base de principes révolutionnaires forgés dans la lutte pour le redressement de l'I.C., la fraction de gauche travaille à grouper les éléments les plus clairvoyants et les plus décidés du Parti et des J.C.

Deux ans sont passés depuis notre exclusion. Beaucoup de nos idées ont été reprises par l'I.C. et l'I.C.J., nous connaissons encore bien la J.C.F. et, pour cela même, nous ne pouvons croire que des personnages aussi insignifiants et aussi médiocres que Coucou puissent être responsables du

marasme des Jeunes. L'I.C.J. es-saie par cette méthode de masquer habilement la faillite d'une ligne politique et se décharge de toutes ses erreurs sur Coutheillas. En bureaucratie fidèle, Coucou reconnaît ses « erreurs », même celles qu'il ne connaît pas. Nous voulons, quant à nous, faire le bilan d'une politique faussée et stérile, au-dessus du « groupe », les véritables responsables de la situation des J.C.

Depuis 1930, qui vit l'inauguration de la politique « appliquons d'abord, discutons après », les J.C. ont perdu 50 % de leurs adhérents. Le « groupe », dans cette perte d'effectifs a joué le rôle de vulgaire accélérateur d'un processus de décomposition déterminé par une politique désordonnée. Les aversissements des jeunes oppositionnels ont été sérieusement déformés et c'est devant le désastre que les bureaucrates ont dû reviser leur ligne dans le sens préconisé par nous. « Nos idées deviendront les vôtres », disait le camarade Trotsky, devant la commission de contrôle du P. C. R. L'histoire réalise un peu chaque jour cette pensée : il faut que les J.C. comprennent que nous avons raison, pour éviter ainsi les catastrophes et les défaites.

L'année 1929-30 vit les mots d'ordre « révolutionnaires » les plus contradictoires. Pendant qu'on affirmait académiquement qu'il fallait s'occuper des « plus petites revendications économiques », les marxistes nouveau genre du Parti et des Jeunes parlaient de la transformation des grèves économiques en grèves politiques, de la fasciation de l'Etat, de la radicalisation des masses, brisant ainsi stupidement la confiance des jeunes ouvriers et des ouvriers en leurs organisations de classe.

L'Huma parle des responsabilités du « groupe » dans ces opérations; mais, Molotov, grand stratège de la tactique appliquée pendant la troisième période, où le met-on ? Faisait-il partie du « groupe » ? Et Thorez-Franchon ? étaient-ils tellement effrayés pendant les « opérations » du groupe qu'ils en avaient perdu la tête ? Allons donc. Les bureaucrates se valent. Comment peut-on avoir confiance dans des dirigeants qui hier se taisaient et qui aujourd'hui avouent des monstruosités indignes du Parti du prolétariat. Personne ne doit être étonné des pertes minimes infligées à ceux que les nécessités du jour obligent de sacrifier. Il existe une solidarité de bureaucrates et Thorez-Franchon savent parfaitement que demain, ils auront peut-être recours de nouveau à Barbé-Coutheillas.

Le groupe, en tant que tel, est le fruit politique de tout l'opportunisme de l'I.C. et de l'I.C.J. depuis la mort de Lénine. Pour combattre la gauche, comme Thorez l'a sagement avoué, il fallait, par un travail illégal, saper la confiance des ouvriers dans les véritables révolutionnaires et manœuvrer pour exclure les forces vives de la Révolution prolétarienne. Rien que des « groupes » sans principes pouvaient, à l'encontre des intérêts de la Révolution, exclure les oppositionnels au nom d'un « Léninisme théorique et pratique » stalinien.

Il faut que tous ceux qui se rendent compte de la situation se réunissent autour de nous, qu'ils nous aident dans notre travail de redressement. Il faut entrer en contact avec nous, pour discuter en commun des formes de travail susceptibles d'aider au mieux les J.C. à se développer. Jeunes communistes, autour de l'O. de G., sortez les rangs !

A. Emilea.

« Si un communiste s'avisait de vanier le communisme avec les arguments qu'on lui a fournis tout préparés, sans effectuer lui-même un travail sérieux, considérable, sans chercher à comprendre les faits qu'il doit passer au crible de la CRITIQUE, ce serait un triste communiste. »

(Déclaration de Lénine au III<sup>e</sup> Congrès des J.C. russes.)